

de toutes les émeutes

En relevant que les acteurs émeutiers de 2011 peuvent, par leur inscription territoriale – le quartier, la cité – leur statut de précarité morale et leur appartenance générationnelle rappeler leurs aînés de 1988 ou encore d'autres séquences de ces dernières décennies, comment ne pas souligner l'absence de processus d'accumulation – de mise en mémoire en quelque sorte – des révoltes passées et d'une certaine manière d'une transmutation à la fois nationale et générationnelle de l'émeute et son institution en capital politique et symbolique de nature à peser sur le destin collectif ? Ce travail, à la fois politique, culturel, a été peu ou alors mal fait, qui aura peu contraint les effets d'une « désocialisation » des acteurs sociaux.

Est-ce cela sans doute qui a donné au parcours des émeutiers de janvier dernier cette dimension fragmentaire tant à travers les différents quartiers d'une ville que d'une ville du pays à une autre et il est aussi remarquable qu'il se soient, volontairement ou pas, assez généralement interdits les territoires de la centralité – politique forcément –, qui en auraient aussi modifié la portée, comme si les émeutes ne pouvaient faire sens que dans une manière d'interland stigmatisé.

Sur un autre registre, ces émeutes urbaines sont aussi celles des mises en scène et particulièrement des mises en image et tant leurs acteurs que leur objet peuvent renvoyer au phénomène du « buzz médiatique », dont la photo de presse ou la superficielle couverture télévisuelle n'auront, en l'occurrence, restitué qu'une infime part alors que l'internet en aura été l'un des liens significatifs.

Expressions violentes de la fragmentation urbaine inscrite aussi d'une modernité contrariée, les parcours émeutiers de janvier 2011 procèdent, pour le moment, d'une logique de recommencement et toute infiltration égale, par ailleurs, ils valident, aux yeux des acteurs directs, la légitimité d'une contre-violence qui cible largement les symboles de l'Etat. S'ils n'avaient pas, comme cela avait été relevé, d'objectifs explicitement politiques, ils paraissent objectivement répondre aux violences d'une quotidienneté d'autant plus mal vécue qu'elles est scandée par les signes ostensibles de l'inégalité des droits, des chances.

L'impunité affichée des nouvelles féodalités issues ou associées au régime politique, la récurrence des scandales sans procès, le rétrécissement continu des opportunités d'emploi, l'échec du volontarisme de l'action publique à générer des nouveaux espaces d'expression participent, chacun sur un registre particulier, à la culture du désenchantement et au sentiment prégnant du poids d'une sourde violence dont l'Etat, ses institutions, ses agents seraient les vecteurs principaux.

Cette violence, quasiment consubstantielle de l'évolution de la société algérienne depuis l'indépendance, peut supporter des répit et sa résurgence dépendre de n'importe quel embrayeur. L'observation, pertinente, de la mise en cause de la nature du régime, de son



Photo : Samir Sid

autoritarisme ne rend pas nécessairement compte de la responsabilité de l'ensemble des institutions de la médiation sociale.

3- Une crise de la médiation

Le face-à-face récurrent et violent entre les institutions de l'Etat et les acteurs sociaux renvoie à la crise structurelle de la médiation sociale en Algérie. La convocation politiquement intéressée d'une introuvable « société civile » algérienne marque, si besoin était, la quadrature du cercle du régime autoritaire entre l'obligation de se conformer aux normes instituées de l'Etat de droit – du moins au plan formel – et celles bien plus effectives de surveiller, contrôler, mailler en somme l'ensemble de la société. L'expression la plus notoire de cet état de fait tient dans les statistiques impressionnantes des associations de tous ordres agréées, subventionnées – contrôlées – et leur incapacité à susciter, développer du lien social et/ou à représenter des postures alternatives à la puissance publique. Les échecs spectaculaires des ligues de droits de l'homme – formellement il en existe trois, en sus de l'instance officielle rattachée à la présidence de la République – à ancrer, dans une société qui en a tant besoin, la culture du respect de la personne humaine, de son intégrité et de ses droits civiques et politiques, pour tenir aux conjonctures partielles ou aux ambitions, illustrent la difficulté d'imaginer, d'animer des contre-pouvoirs légitimes à la chape politique et sécuritaire imposée à la société. En est-il aussi et de manière encore plus expressive pour les oppositions dont le discours politico-médiatique algérien convient, sans autre forme d'examen, qu'elles ont été laminées par le régime en place. Le tableau, à y regarder de plus près, pour être contrasté, peut aussi surprendre qui fait de la substitution de la culture d'appareil à l'acculturation partisane le fonds commun des partis autorisés au-delà

des lignes ténues de différenciation formelle. En Algérie, et si le maintien artificiel de l'état d'urgence y est pour beaucoup, il n'explique pas tout, l'activité politique se signifie, toutes tendances égales par ailleurs, hors de la société éligible seulement aux communiqués de circonstance et ici et là à quelques polémiques trompeuses. De ce point de vue, il sera plus facile aux partis formellement d'opposition de charger – à raison sans doute – le régime autoritaire mais il leur sera plus difficile de reconnaître qu'ils (sur)vivent dans sa dépendance.

Faire le constat que, somme toute, l'indépendance a plus meurtri que nourri les libertés civiles et politiques signe le constat d'une double régression d'une part par rapport aux concessions que la puissance coloniale avait été contrainte de faire et d'autre part – et surtout – par rapport aux principes fixés dans la proclamation du 1^{er} Novembre et qui faisaient de la libération nationale et des libertés le socle même du combat. La « bunkérisation » du régime, cette dernière décennie, sa stratégie de réactivation des solidarités segmentaires un temps révolues – zaouïas, notabilisme tribal, régionalisme, tentation dynastique – portent en elles le risque sérieux que la crise du régime autoritaire algérien ne se décline en crise des fondements mêmes de la nation.

4- Une crise éthique

La censure du mouvement des idées, l'accouchement chaotique et marginal d'intellectuels légitimes aux yeux de la société rajoutent aux conformismes des allégeances et des clientélismes. Penser et s'exprimer en Algérie reste un exercice paradoxalement nécessaire et souvent dérisoire qui défrise encore si peu les nouvelles conventions de l'inflation des signes extérieurs de religiosité et il sera difficile de faire l'impasse sur le silence des clercs dans l'état général de la société.

Le moindre des faits à relever est précisément que l'institution du référent

religieux – y compris par le discours institutionnel tenté par sa substitution à la doxa nationaliste – n'en marque que plus spectaculairement le déficit éthique d'une société algérienne où la violence multiforme le dispute à la corruption, au népotisme, à l'inégalité des droits et des chances. Le pouvoir corrosif des scandales touchant les élites dirigeantes doit être mesuré à l'aune de l'impunité d'une part, et d'autre part, d'une justice au mieux lourde et dure aux moins dotés.

Cet ensemble d'observations doit être croisé avec la charge endémique des violences de différents registres ou sédimentations qui rappellent à quel point, entre autres nécessités, l'exercice salutaire d'exorcisme des violences subies en situation coloniale – qui passe par la levée de la censure d'Etat sur les crimes de la colonisation – relève de l'urgence éthique et politique.

5- Le suicide par l'émeute

L'Algérie, et c'est un truisme, n'est pas en paix et celle-ci ne saurait se confondre avec la quête obsessionnelle de la stabilité des institutions de l'Etat. L'état pré-insurrectionnel de janvier 2011 prolonge sans doute d'autres émeutes locales mais il s'en distingue parce qu'il porte en lui le plus assourdissant des appels au secours de catégories de la population, à qui toute forme de projection raisonnable dans l'avenir est, pour l'heure, objectivement interdite. La réponse n'est pas dans une complaisante connivence avec l'informel – qui s'affiche dans les artères des villes algériennes – mais dans la remise à plat sans tabous de la gestion des affaires publiques. La hargne, le suicide, l'émeute accusent l'indigence politique et morale de la classe dirigeante et l'institution militaire, qui en constitue le socle et le bouclier symbolique, devrait, elle aussi, en tirer les enseignements faute de quoi elle risque bien de devoir tirer sur les foules.

A. M.
* Sociologue, historien